

# منبر الخدام الجزائري

MENSUEL DE LA C.G.T. POUR LES TRAVAILLEURS ALGERIENS

● "J'AI APPRIS A LIRE ET A ÉCRIRE A LA C. G. T."

(en page 6)

● UN BATEAU POUR LE VIETNAM

(en page 3)

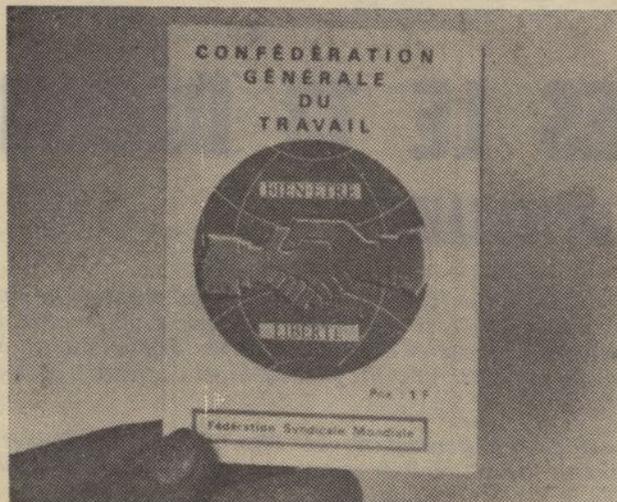


Photo Delius.

## QU'EST-CE QUE LA C.G.T.

## BONNE ANNÉE

A l'occasion de la nouvelle année, la Confédération Générale du Travail vous adresse ses vœux les plus chaleureux, elle vous souhaite beaucoup de bonheur et de bien-être pour vous et vos familles, dans la solidarité qui lie tous les travailleurs du monde, l'amitié entre les peuples et la paix.

بمناسبة السنة الجديدة تقدم اليكم الجامعة العامة للشغل أحر تمنياتها وتتمنى لكم السعادة والرفاهية لكم ولعائلاتكم في كنف التضامن الذي يُولف بين جميع العمال والصدقة بين الشعوب والسلام \*

Photo Atlas.





Photo Delius.

Paris : ils étaient plus de 100.000 à défilier sous des banderoles « La Sécurité Sociale aux travailleurs », « Abrogation des Ordonnances », « Egalité pour les immigrés », « Suppression des bidonvilles ».

# DES MILLIONS DE GRÉVISTES LE 13 DÉCEMBRE

## LA C.G.T. : DONNER A LA LUTTE LA DIMENSION NÉCESSAIRE

Le Bureau Confédéral de la C.G.T. a salué « les millions de travailleurs qui ont donné une grande force à la JOURNÉE NATIONALE d'ACTION PROFESSIONNELLE, en participant en masse aux grèves et manifestations qui ont revêtu une puissance particulière, notamment à Paris ».

Une telle démonstration marque une nouvelle étape dans le développement de l'action de tous ceux qui exigent l'abrogation des ordonnances portant atteinte à la Sécurité Sociale.

Elle traduit, en même temps, le profond mécontentement des salariés devant les coups portés à leur pouvoir d'achat et leur volonté d'imposer de réelles négociations sur leurs principales revendications.

L'accord national de la C.G.T. et de la C.F.D.T. a été, à nouveau, un élément décisif du développement de l'unité d'action. Dans de nombreux secteurs, les travailleurs et militants de F.O. et de la F.E.N. ont participé aux actions, souvent à l'appel de leurs propres organisations.

Le Bureau Confédéral s'est félicité également de la « participation des cartels de défense de la sécurité sociale, du soutien apporté par les partis de gauche et autres formations démocratiques à cette journée d'action, ainsi que la participation de leurs représentants aux manifestations. »

« Il entend poursuivre ses efforts pour développer encore les progrès de l'union réalisée en vue de donner à l'action pour la Sécurité Sociale le maximum d'efficacité. »

Le Bureau Confédéral de la C.G.T. appelle les travailleurs et les organisations syndicales à donner, à leur action en faveur de leurs revendications, la puissance nécessaire dans tous les secteurs.

Conformément à l'accord C.G.T.-C.F.D.T., la C.G.T. et tous ses militants agiront pour réaliser le FRONT SYNDICAL COMMUN, pour intensifier et coordonner la lutte engagée et lui donner une dimension capable de vaincre la résistance du patronat et du gouvernement. »

## “MISE EN GARDE”

Depuis quelque temps, des publications diffusées dans certaines entreprises se donnent pour objectif essentiel de dénigrer et de calomnier la C.G.T. et ses dirigeants :

Ces publications (telles « La Voix Ouvrière » et « L'Humanité-Nouvelle » (1) émanent de petits groupes douteux aux ressources mal définies, en tout cas étrangers au mouvement syndical.

En concentrant leurs attaques contre la C.G.T. et contre ses efforts en faveur de l'unité d'action, en s'efforçant de diviser les travailleurs et de cultiver le sectarisme et un « gauchisme » aventureux, ces prétendus révolutionnaires ne rendent service qu'au patronat et au Pouvoir.

Le C.C.N. met les travailleurs en garde contre ces feuilles de désagrégation et de démoralisation. Il recommande aux militants et organisations de la C.G.T., partout où ces activités viennent à se manifester, d'expliquer et de dénoncer leur malfaisance aux travailleurs et d'appeler ces derniers à défendre fermement la C.G.T. et son action au service de l'unité et de la défense des intérêts de tous les salariés.

**Le Comité Confédéral National.**

Paris, 5 et 6 décembre 1967.

(1) N.D.L.R. — Ces publications n'ont rien de commun avec « La Vie Ouvrière » organe de la C.G.T., et le quotidien « l'Humanité ».

### بلاغ من اللجنة الجامعية القومية

في 6 ديسمبر 1967

تحذير

توزع منذ مدة نشرات في بعض المعامل مدعية ان هدفها الرئيسي انتقاد وثلب الجامعة العامة للشغل (س.ج.ت.) وقادتها .

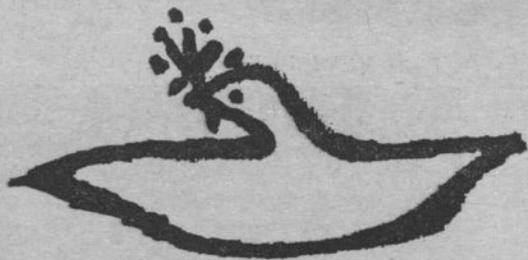
وهذه المطبوعات ( صوت العمل والانسانية الجديدة مثلا ) تصدر عن فئات صغيرة مشبوهة وتمويلها غير واضح وبصورة عامة فهي اجنبية عن الحركة النقابية .

وبتوجيههم لحملاتهم ضد س.ج.ت. وضد مجهودها لفائدة توحيد النضال ويسعيهم في تقسيم العمال وتغذية التفرقة وحرصهم على اتباع خطة يسارية مغامرة فهؤلاء الثوريون الادعاء يخدمون ركاب الاعراف ورجال السلطة .

واللجنة الجامعية القومية تحذر العمال ضد تلك الورقات الداعية للتفرقة والانحلال . وتحرض المناضلين ومنظمات س.ج.ت. على البيان والتحذير من عملها الافسادي في اي مكان ظهر به نشاطها ودعوة العمال للدفاع عن س.ج.ت. وعملها لصالح الوحدة والدفاع عن مصالح كل العمال .

## UN BATEAU POUR POUR LE VIETNAM

# SAUVER DES VIES HUMAINES



**S**AVEZ-VOUS combien de temps il faut pour transporter un patriote sud-vietnamien blessé au ventre jusqu'à la table d'opération qui le sauvera ?

Savez-vous dans quelles conditions le chirurgien l'opérera ?

Savez-vous comment les médecins du F.N.L. préparent les vaccins pour lutter contre les épidémies dans les zones libérées par l'armée populaire ?

Trois médecins français, retour du Vietnam, l'ont expliqué il y a quelques jours. « Nous revenons d'un séjour prolongé dans les zones libérées du Sud-Viet-nam. Bien sûr, la situation y est encore plus difficile que dans le Nord. C'est là que se déchaînent les 500.000 soldats américains. Aux bombardements des avions et des navires s'ajoutent les ratissages des « marines » tirant sur tout ce qui bouge... Malgré cette incroyable avalanche de destruction, on soigne et on guérit les blessés, les malades, avec un dévouement et un esprit d'organisation incroyables... Mais aussi avec des moyens de fortune. Ramener et sauver les blessés au ventre, les plus menacés, pose des problèmes terribles. Il faut, en moyenne, de un à deux jours pour qu'ils arrivent jusqu'à la table d'opération... Un à deux jours de transport, en brancard, en hamac et en barque... Dans les salles d'opération, le plus souvent profondément enterrées à l'abri des bombes, pas d'électricité... Ce sont des dynamos de bicyclettes qui éclairent la main du chirurgien...

« Il faut aussi prévenir et enrayer les épidémies, produire des vaccins. Nos amis y parviennent par un bricolage incroyable. Nous avons vu des filtres délicats fabriqués dans des enveloppes de bombes au napalm, des étuves fabriquées dans des lampes à pétrole... ».

Voilà avec quels moyens le peuple vietnamien met en échec la machine de destruction américaine. Cela est admirable, c'est vrai. Mais pensez-vous que l'admiration, pour nous, soit suffisante ? Qui de vous, en lisant ces lignes, n'a songé : mais un moteur sur une barque raccourcirait le trajet de ce blessé ; mais un groupe électrogène permettrait au chirurgien d'y voir clair ; des antibiotiques, des équipements sanitaires d'urgence sauveraient plus de vies encore ; des vêtements, des conserves pourraient renforcer la résistance des populations aux épidémies.

Tout cela est vrai. Nous pouvons, ensemble, sauver des vies humaines. Chacun de vous peut y aider, tout de suite, en répondant à l'appel de la C.G.T. et d'autres organisations. En février, sur l'initiative de la C.G.T. et de ces organisations, un bateau doit partir pour le Viet-nam. Il sera plein de tout le matériel dont nos camarades ont le plus besoin (matériel médical, vêtements, ravitaillement, moteurs, groupes électrogènes, etc...). Et ce matériel, chaque travailleur algérien peut contribuer à l'acheter et à l'offrir au peuple vietnamien par le canal de la C.G.T.

C'est l'occasion pour tous les travailleurs de manifester à la fois leur soutien moral et matériel au peuple vietnamien.

### DANS LES ENTREPRISES

● A l'entreprise JARDIN-BILLARD (chantier du métro), 40 TRAVAILLEURS ALGERIENS ONT ADHERE A LA C.G.T.

Aux élections de délégués du personnel, les six travailleurs algériens candidats sur la liste présentée par la C.G.T., sont élus.

● Chez CARRIERE et TRANSPORT, après l'intervention des délégués, les ouvriers cablistes ont obtenu une heure supplémentaire de route payée, pour les déplacements sur les chantiers de banlieue.

● A l'entreprise CITRA (chantier parking Harley), après trois jours de grève, les salaires ouvriers sont augmentés de 3 %.

● A l'usine BENDIX, à Drancy, les 2.700 travailleurs ont obtenu, après deux mois de lutte, une augmentation horaire de 0,13 F, ainsi que des garanties sur l'exercice des libertés syndicales.

● Après trois jours de lutte, les ouvriers de l'entreprise PAUMELLE (travaux publics) ont arraché 0,20 F horaire et satisfaction partielle à différentes revendications. Un délégué algérien vient d'être élu.

● Chez CHARPENTIER DE PARIS, augmentation de 0,20 F de l'heure, après trois heures de grève, dont deux heures payées par le patron.

● 0,40 F de l'heure, c'est l'augmentation obtenue par les travailleurs de chez CATHELIN, à Malakoff.

● Aux transports CALBERSON, un travailleur algérien vient d'être élu membre titulaire au comité d'entreprise.

● A la Société des Grands Travaux de Marseille, chantier Picpus à Paris, la C.G.T. a obtenu les six sièges à pourvoir aux élections de délégués du personnel. Sur les trois titulaires deux sont algériens. Les suppléants sont également des travailleurs algériens.

### JOUETS ET FRONTIÈRES

Le Comité d'entreprise des usines Citroën de la région parisienne a distribué cette année, à l'occasion de Noël, 29.000 jouets aux enfants du personnel.

En 1963, il en avait été réparti 16.500 seulement.

C'était avant que les élus du personnel, et en premier lieu ceux de la C.G.T., aient obtenu la gestion des œuvres sociales. La direction de l'entreprise excluait alors de la distribution tous les enfants résidant hors de France.

Or, chez Citroën, près de la moitié du personnel horaire se compose de travailleurs immigrés de toutes nationalités ayant pour la plupart laissé leur famille dans leur pays d'origine.

Citroën trouve très bien que les frontières s'ouvrent pour laisser passer à destination de ses usines — en attendant le chômage libérateur — une main-d'œuvre facile à exploiter.

Mais que des jouets fassent le voyage en sens inverse c'était trop demander à ce M. Bercot pour lequel il n'y a pas de petits profits.

### DÉFENSE DE L'EMPLOI LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE VILLERUPT

Le 21 novembre 1967, les travailleurs de l'usine de Pont-à-Mousson à Villerupt ont arrêté le travail à 10 heures le matin.

500 travailleurs ont défilé à travers la ville. De nombreuses femmes se trouvaient à la tête du cortège.

Adoptée par les manifestants, une motion a été remise à la Direction de la Pont-à-Mousson et transmise aux Pouvoirs Publics.

Les travailleurs de la Pont-à-Mousson s'en réfèrent aux Pouvoirs Publics pour que soient respectées les promesses prises en présence des préfets et sous-préfets après la grève d'Avril 1967 sur les principes des revendications que le patronat avait promis de discuter.

Les Pouvoirs Publics peuvent et doivent empêcher la fermeture de l'usine jusqu'à ce que de nouveaux emplois soient créés au travers d'industries nouvelles dans le bassin de Villerupt.



# qu'est-ce que la C.G.T.

Pour présenter la CGT aux travailleurs algériens, laissons la parole à son président, le camarade Benoît FRACHON.

« C'est le 23 septembre 1895 que s'ouvrait à Limoges, le Congrès qui devait décider de sa constitution.

A cette époque, on comptait en France 420.000 syndiqués, mais une partie d'entre eux seulement était représentée à Limoges. Le mouvement syndical était extrêmement dispersé, ce qui faisait sa faiblesse. Il avait dû se frayer un chemin difficile, ardu, après l'écrasement de la Commune en 1871.

La bourgeoisie avait tremblé devant l'audace de ceux dont MARX écrivit « qu'ils montaient à l'assaut du ciel ». La Commune de Paris avait agité, devant le capitalisme, le spectre de sa fin inscrite dans l'histoire des sociétés humaines.

La férocité avec laquelle la réaction avait réprimé la Commune avait fait une saignée profonde dans les rangs de la classe ouvrière. Parmi les 30.000 Communards massacrés, se trouvaient les meilleurs des militants ouvriers. Ceux qui avaient échappé à la mort étaient en général déportés ou exilés.

La plus noire réaction sévissait et tout était mis en œuvre pour empêcher la renaissance des organisations ouvrières.

Et cependant, rien ne pouvait éteindre la flamme allumée par la Commune. Rapidement, sous des formes diverses, se reconstituait le mouvement ouvrier. Si bien qu'en 1884, la loi devait reconnaître ce qu'elle n'avait pu empêcher et légaliser les syndicats.

Le grand mérite de ceux qui décidèrent la constitution de la Confédération Générale du Travail est d'avoir ouvert la voie à l'unification des forces ouvrières déjà organisées, mais isolées le plus souvent les unes des autres.

Le besoin de cette unification et le désir de la classe ouvrière d'y parvenir s'exprimaient déjà par la constitution de quelques Fédérations d'industrie ou de métier, la création de Bourses du Travail qui rassemblaient, sur le plan local, les syndicats de corporations diverses.

La création de la Confédération allait hâter cette fusion amorcée et aider la classe ouvrière à prendre conscience de ce fait capital qu'elle représente, en bloc, une classe déterminée dans la Société. Une classe dont les intérêts s'opposent irréductiblement à ceux d'une autre classe, celle des capitalistes...

C'est à Limoges qu'a été mise en avant pour les syndicats, cette formule que nous avons conservée depuis dans nos statuts : « La CGT groupe les travailleurs décidés à lutter pour la suppression du salariat et du patronat ». C'est-à-dire que, dès sa naissance, la CGT se fixait comme objectif final la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce que d'autres appelaient plus simplement l'expropriation des expropriateurs.

Il faudra encore bien des années, bien des épreuves et des discussions, pour que

la CGT devienne l'instrument de combat efficace qu'avaient voulu les congressistes de Limoges... La grande organisation syndicale, la plus grande et de loin... non seulement par son nombre d'adhérents mais son autorité, la confiance que lui accordent les travailleurs.

La CGT, parce qu'elle a marché à l'heure de son temps, est devenue également une organisation qui tient sa place dans le mouvement ouvrier international.

Elle est capable aujourd'hui d'aborder avec autorité les problèmes, tous les problèmes, nationaux ou internationaux les plus complexes et les plus mouvants qui intéressent l'ensemble des travailleurs, et de proposer des solutions.

Elle a connu des victoires et des échecs mais elle a toujours marché de l'avant.

Actuellement, notre organisation est en butte aux attaques des capitalistes et de l'Etat qui la considère, avec raison, comme leur adversaire principal.

Tout au long de son histoire, il en fut ainsi et cependant elle n'a cessé de progresser. Elle a connu la répression ainsi que les brutales attaques de diversion.

Si nous devons, aujourd'hui, mener un dur combat pour l'unité ouvrière, il est juste de dire que ce combat n'a jamais cessé depuis la création de la CGT...

Dès sa création, elle a dû faire face aux manœuvres les plus diverses de ses ennemis pour diviser les travailleurs.

C'est la hiérarchie catholique qui constituait en face d'elle, les premiers syndicats chrétiens qui étaient des syndicats de collaboration de classe unissant patrons et ouvriers.

Le but était de défendre les ouvriers contre l'emprise des idées socialistes, aujourd'hui on dit communistes.

Ce sont les patrons qui constituèrent des syndicats jaunes qui étaient des organisations de briseurs de grève.

Depuis la scission de 1948, les gouvernements qui se sont succédés, ont fait tout ce qu'ils ont pu pour détruire ou affaiblir notre organisation, y compris en favorisant les autres syndicats. Les patrons ont fait de même. Ils ont subi un échec. Il en est ainsi parce que nous n'avons jamais cessé de rechercher notre appui dans les masses ouvrières et que nous les avons défendues sans aucune compromission.

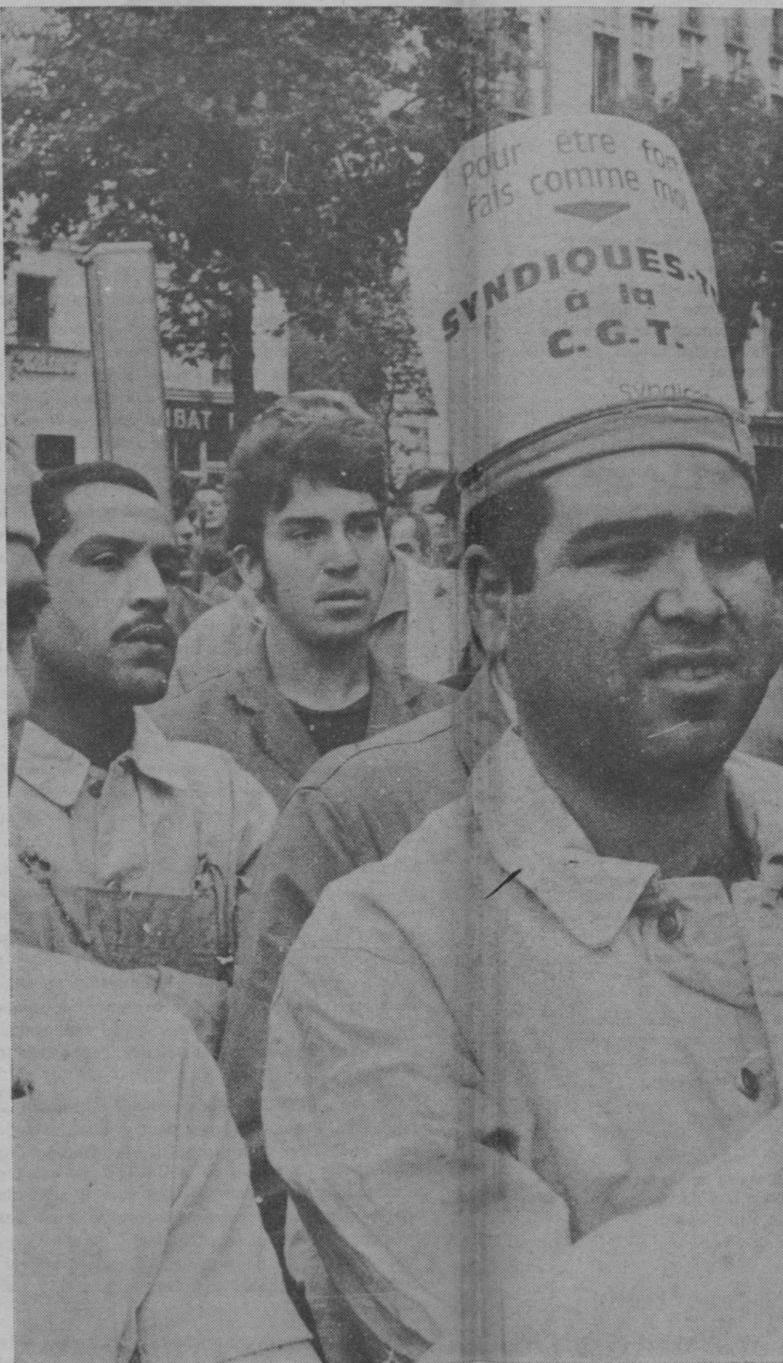
Le peuple des usines, des bureaux, des administrations, telle est notre base essentielle, celle où nous puisons notre force. Là est tout le secret de la vitalité et de l'indestructibilité de la Confédération Générale du Travail.

C'est là aussi que nous trouverons l'appui indispensable pour refaire l'unité syndicale...

Souhaitons ensemble que nous puissions toujours parfaire leur œuvre et que nous voyions le triomphe de leurs aspirations à une société sans classe, sans guerre, où le progrès et le bien de l'homme seront les moteurs et le but de la société humaine.

Benoît FRACHON

Photo Michel Smolianoff.



# "pour être fort, fais comme moi syndiques-toi à la C.G.T."

## LE PROGRAMME DE LA C. G. T.

La situation des travailleurs, travailleuses, des familles, s'aggrave de jour en jour ; tout devient plus cher. Les salariés commencent à ressentir les effets des ordonnances portant gravement atteinte à la Sécurité Sociale.

Les travailleurs sont de plus en plus frappés par le chômage, les réductions d'horaires, et les déclassements, tandis que le patronat comme l'état-patron s'opposent à de véritables négociations avec les syndicats sur les revendications essentielles.

Une idée s'impose de plus en plus aux travailleurs : la nécessité absolue, pour se défendre, de s'organiser, de s'unir, d'agir.

Des actions, des grèves se déroulent dans les entreprises, les professions, des manifestations locales puissantes, de grandes journées nationales, ont rassemblé des millions de travailleurs pour obtenir :

- l'augmentation des salaires, traitements et retraites ;
- la garantie de l'emploi ;
- l'abrogation des ordonnances contre la Sécurité Sociale ;
- la réduction du temps de travail sans perte de salaire ;
- les libertés syndicales.

Toutes ces revendications générales sont contenues dans le programme de la C.G.T. qui défend aussi les revendications individuelles des travailleurs ainsi que les revendications particulières aux travailleurs immigrés, que ce soit en matière du droit au travail, des salaires et qualifications, des avantages sociaux, du logement, de la formation professionnelle, du droit à l'alphabetisation, des libertés syndicales et des droits syndicaux.

Pour les travailleurs immigrés, la revendication de principe de la C.G.T. est celle de l'égalité des droits dans tous les domaines.

Au sein de la C.G.T. tous les travailleurs ont les mêmes droits, mais aussi les mêmes devoirs.

C'est ainsi que pour permettre aux travailleurs algériens de mieux connaître leurs droits sociaux et syndicaux, d'être informés sur toutes les questions, comme les autres travailleurs, la C.G.T. éditée à leur intention « La Tribune du Travailleur Algérien ».

Afin d'aider les travailleurs algériens à défendre efficacement leurs intérêts, la C.G.T. constitue,

à tous les échelons du mouvement syndical, des groupes de langue, où ces travailleurs eux-mêmes prennent en mains l'élaboration et la défense de leurs revendications.

De même que la C.G.T. se préoccupe de la montée des cadres immigrés à tous les échelons, elle développe des permanences pour la défense de leurs droits sociaux, elle organise pour eux des stages d'éducation, des cours d'alphabetisation.

Avec la C.G.T., les coups répétés portés à la coalition du pouvoir et du patronat ont permis d'imposer dans les entreprises certaines revendications tout en affaiblissant nos adversaires. Mais ceux-ci poursuivent leur offensive malfaisante contre les travailleurs.

Des actions plus puissantes, plus unies, de l'ensemble des travailleurs sont nécessaires pour obtenir satisfaction aux revendications essentielles et mettre fin à la politique antisociale actuelle.

## TOUS LES TRAVAILLEURS ONT LEUR PLACE A LA C. G. T.

Dans leur immense majorité, les travailleurs votent pour la C.G.T., c'est bien. Pour organiser les grands combats nécessaires, il leur faut faire plus et mieux, il faut qu'ils soient membres de la C.G.T.

La puissance actuelle de la C.G.T., ses deux millions d'adhérents, ses syndicats, ses dizaines de milliers de militants pèsent d'un poids important dans les luttes qui opposent les forces du capital et celles des exploités.

Songez à ce qui changerait, pour faire prévaloir victorieusement les revendications générales à tous et celles particulières aux travailleurs algériens, si ce poids s'amplifiait de l'adhésion de tous les travailleurs qui font confiance à la C.G.T.

Dans les entreprises inorganisées, le patron fait la loi, viole les droits des travailleurs et des travailleuses, exploite plus durement les travailleurs immigrés, renvoie qui bon lui semble quand bon lui semble. Les choses ne se passeraient pas ainsi si ces salariés étaient organisés dans un

C'est pour ce but essentiel que la C.G.T. entend grouper sans aucune distinction tous les salariés désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels.

Tous les salariés ont, en effet, entre eux des intérêts communs, des revendications communes. L'existence de cette communauté d'intérêts constitue la base de leur rassemblement dans les syndicats.

Les syndicats C.G.T. puissants, solidement implantés partout sont indispensables, face à l'organisation du patronat conjuguant ses moyens à ceux de l'Etat. Avec la C.G.T. vous pouvez opposer la force que constituent les travailleurs rassemblés, et briser ainsi l'isolement qui permet l'arbitraire, l'oppression ou le paternalisme des patrons ou du pouvoir.

Pour que se réalise au plus vite l'unité d'action de toutes les organisations syndicales, les syndicats C.G.T. luttent inlassablement pour réaliser l'unité de tous les travailleurs, de tous les syndicats, dans chaque entreprise, profession, département et, au niveau national, entre les confédérations.

syndicat actif et puissant, s'ils étaient syndiqués à la C.G.T.

Les militants, les délégués, les syndiqués C.G.T. dans les entreprises vont présenter la carte de la C.G.T. 1968 aux travailleurs et aux travailleuses inorganisés. Vous aussi travailleurs algériens, militants, délégués, syndiqués à la C.G.T. irez vers vos camarades d'immigration pour leur demander d'adhérer à la C.G.T., de faire adhérer à la C.G.T., l'organisation syndicale ouverte à tous les salariés sans distinction d'opinions, de croyance, où ils peuvent comme vous apporter leur contribution, leurs idées, leur ardeur, à la juste cause de la classe ouvrière et où ils peuvent bénéficier de l'expérience commune et de la compétence des militants. Ainsi, vous aurez œuvré utilement à la défense de vos revendications, intimement liées à celles de toute la classe ouvrière. Vous aurez scellé un maillon de plus dans la grande chaîne de solidarité qui crée la force des travailleurs dans l'entreprise, la localité, la profession, le département et dans le pays tout entier.

# "J'ai appris à lire et à écrire à la C G T"



— A la mort de mon père, je suis resté seul avec ma mère et mes sœurs. Où trouver du travail pour nous nourrir ? En demandant autour de moi, on me dit : « Va en France ». En 1963, je suis arrivé à Lyon. Pendant 6 mois sans travail, je couchais sous les ponts. Comme matelas, un journal ; comme édredon, un journal également.

— Es-tu resté longtemps dans cette situation ?

— Je ne savais pas parler le français et ne trouvais pas une école pour où l'apprendre.

— Personne ne t'a aidé ?

— Un jour, j'ai rencontré un Algérien dans une rue de Lyon. Il m'a donné de l'argent pour manger. Je n'ai pu être hébergé régulièrement parce qu'il logeait dans un camp gardé par la police et qu'il n'y avait pas de place. Après 10 h., quand il n'y avait plus personne dans les rues, je passais par-dessus le mur malgré les fers de défense et j'allais dormir sous le lit de ce camarade.

— Comment es-tu venu à Toulouse ?

— Un de mes camarades de village m'a trouvé du travail sur un chantier à Toulouse. Il m'a envoyé de l'argent pour le voyage et un peu plus. Je suis monté dans le train, j'ai cherché une place et comme je n'y comprenais rien, quand j'ai trouvé une couchette libre, je m'y suis installé. Le contrôleur est passé ! J'ignorais que je n'avais pas le droit d'être là. Il a donc fallu

payer. Je suis arrivé sans argent à Toulouse.

— Où couchais-tu ?

— Dans la cave du bâtiment en construction. Je mettais une plaque d'isorel par terre comme matelas. Puis j'ai acheté une vieille capote militaire. C'est devenu ma couverture. Je continuais à me demander où était l'école. Je comprenais un peu le français et prononçais quelques mots.

— Comment as-tu appris qu'une école de la C.G.T. fonctionnait à la Bourse du Travail ?

— Sur le chantier, un camarade français m'a dit qu'il y avait une école à la Bourse du Travail, place St-Sernin. Un soir, je suis allé sur la place, j'ai fait le tour, mais je n'ai pas su trouver, parce que je ne savais pas lire « BOURSE DU TRAVAIL » ; pourtant c'était écrit en très grosses lettres.

J'ai demandé à un ouvrier qui était là : « Où est l'école ? ».

Mais c'était un ouvrier espagnol, je n'ai rien compris à ce qu'il m'a dit.

— Tu ne t'es pas découragé ?

— Le lendemain, j'ai redemandé à un camarade français. Il m'a dit : « Ce soir, je t'y conduirai ».

Arrivés à la Bourse, il n'y avait pas classe ce jour-là ! Mais j'ai su que le prochain cours était le mercredi. J'ai voulu repartir au chantier. Mais comme je ne savais pas lire, j'ai pris le premier autobus que j'ai trouvé et ce n'était pas celui qu'il fallait ! Je me suis mis à marcher. Pendant 5 heures, j'ai cherché. A 3 heures du matin, j'étais devant un bâtiment, mais je ne savais pas si c'était le mien. Heureusement, c'était lui !

Le mercredi soir, je suis vite parti pour l'école. Elle était très loin, 6 km. Mais j'avais un autobus que je pouvais prendre à 1 km.

— Parle-nous de ton arrivée à l'école !

— Je suis arrivé à l'école et je dis à la responsable : « Combien de temps me faut-il pour apprendre à lire et écrire ? ». Elle me répond : « En venant trois fois par semaine avec 1 h. 1/2 chaque fois, dans 2 mois c'est possible ». Alors, j'ai dit : « Non ! Il faut que je lise dans quinze jours maximum ». Elle m'a répondu : « Je ne crois pas ».

— As-tu réussi ?

— Presque, au bout d'un mois je me débrouillais bien pour lire mais

je ne comprenais pas beaucoup de mots.

— Comment as-tu pu apprendre aussi vite ?

— Nous travaillons avec un petit livre conçu pour nous par notre responsable. On ne le trouve pas chez les marchands. Il nous apprend beaucoup de choses et facilement parce qu'on parle de notre vie, des mots que nous connaissons. On apprend en même temps à copier et écrire sous la dictée.

— Sachant lire, qu'as-tu fait ?

— J'ai commencé les cours de vocabulaire, de grammaire et aussi de calcul.

— Comment tous ces cours pouvaient-ils fonctionner ?

— Nous sommes par petits groupes. Pour apprendre à lire, chaque moniteur a 3 ou 4 élèves. Chaque élève est à sa page. Pendant que l'un copie, l'autre lit ou écrit sous la dictée. A la leçon suivante ce n'est peut-être pas le même moniteur que nous avons, mais nous continuons là où nous sommes restés parce que le numéro de la leçon est inscrite par le moniteur sur notre cahier. L'an dernier il y avait classe tous les soirs. Un jour c'était pour ceux qui ne savaient pas lire du tout et ceux qui savaient assez bien. Un autre, c'était pour le calcul, avec 2 groupes de force différente...

— Es-tu content des moniteurs ?

— Oui, parce qu'ils s'intéressent à nous. Par exemple, pour apprendre plus vite, j'arrivais en avance, alors la monitrice venait plus tôt pour m'aider. Un autre copain a travaillé de nuit et ne pouvait plus venir. Un moniteur l'a fait alors étudier le dimanche !

— Et maintenant ?

— Ma vie a changé. J'ai pu trouver un nouveau travail en lisant tout seul les annonces d'un journal, et aller me présenter chez le patron, parler des conditions de salaires. Dans le magasin où je suis, je n'ai besoin de personne. Je me débrouille. Je lis les commandes, je sers les clients. J'ai même pu passer le permis de conduire, ce qui permettra, je l'espère, d'améliorer ma situation. Je lis le journal qui me plaît, je peux suivre ce qui se passe en France, en Algérie et dans le monde. Je peux même aider mes compagnons, mes compatriotes qui sont en 67 comme j'étais en 63.

## N'oubliez pas

Vous êtes malade et vous allez interrompre votre travail.

N'oubliez pas d'aviser votre caisse dans les deux premiers jours d'arrêt de travail.

L'assuré a le libre choix de l'établissement de soins où il désire être hospitalisé, mais la caisse est fondée à limiter son remboursement au tarif qui aurait été observé si l'hospitalisation avait eu lieu dans l'établissement de même nature le plus proche, et où les mêmes soins auraient pu être donnés.

Votre femme est avec vous en France.

Elle attend un enfant... ne risquez pas de perdre vos droits par une négligence ! Prévenez immédiatement votre caisse de Sécurité Sociale.

Si vous transportez d'une façon définitive votre domicile dans la circonscription d'une autre Caisse de Sécurité Sociale, vous avez intérêt à vous faire connaître à la nouvelle Caisse dont vous relevez pour le paiement de vos prestations.

La correspondance avec la Sécurité Sociale est dispensée d'affranchissement, ne mettez donc pas de timbre sur vos enveloppes.

Ne mettez pas non plus de timbre pour la réponse.

Rappelez toujours votre numéro d'immatriculation à la Sécurité Sociale lorsque vous écrivez à votre Caisse.

Si votre médecin vous prescrit un repos à la campagne ne partez pas sans demander l'autorisation à votre caisse.

Avant de faire exécuter un appareil dentaire ou orthopédique, n'oubliez pas de demander l'accord de votre caisse.

Demandez à votre médecin si les médicaments qu'il vous a prescrits sont remboursables par la Sécurité Sociale.

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....

Prénoms .....

Adresse .....

Profession .....

Entreprise .....

Localité ..... Département .....

A remettre ou à adresser soit au délégué syndical C.G.T.  
soit à la C.G.T., 213, rue Lafayette, Paris X<sup>ème</sup>

### CONFEDERATION

GENERALE

DU

TRAVAIL



Prix : 1 F.

Fédération Syndicale Mondiale

# ALGÉRIE

(Suite de la page 8)

## L'U.G.T.A. : DEMOCRATISER REELLEMENT L'APPAREIL POLITIQUE EN PLACE

Sans attendre la réunion convoquée par Kaid Ahmed, le secrétaire national de l'U.G.T.A. a publié un communiqué dans lequel la centrale syndicale algérienne déplore la façon dont se sont déroulés les graves événements du 14 décembre au cours desquels « du sang à de nouveau coulé, du sang innocent ».

L.U.G.T.A. estime que les différences d'appréciation sur la situation ne peuvent être réglées que par des « discussions incessantes, franches et loyales ».

Le communiqué de la centrale poursuit :

« Ceci suppose la mise en place d'institutions qui créeront un retour à la vie normale et démocratisation réelle de l'appareil politique en place qui, une fois ces conditions remplies, pourra constituer le cadre de discussions valables où chaque militant aura le loisir d'exposer ses conceptions des affaires du pays avec la certitude d'être écouté. Pour nous seuls, ce moyen permet d'éviter des incidents qui par leur gravité risquent de mettre le pays dans une situation des plus difficiles.

« La non-participation des travailleurs à la gestion économique ajoute encore aux inquiétudes des couches défavorisées.

« Il faut signaler que le droit syndical est presque partout bafoué et les libertés constamment violées.

« L'organisation syndicale considérée comme quantité négligeable voit son rôle, sa place et les potentialités révolutionnaires certaines qu'elle recèle méconnues, alors que normalement elle devrait être consultée et associée à toute action entreprise pour l'édification du socialisme. »

Les atteintes à la démocratie dénoncées par l'U.G.T.A. se font plus graves si l'on en juge par les quelques informations qui parviennent d'Algérie et signalant une vague d'arrestations dans tous les milieux suspectés d'opposition à l'actuel gouvernement.

Dans Alger même, la police recherche de nombreuses personnes qui ont disparu depuis le 15 décembre. On parle de nombreuses arrestations opérées par la gendarmerie et la sécurité militaire, les noms de Maammeri Abdel Ghani, membre de la Commission Exécutive de l'Union Régionale des syndicats de l'Algérois et membre de l'Assemblée populaire communale de Rouiba et Chergou Abderrahmane, ancien officier de l'A.L.N., étudiant en sciences économiques, personnalité estimée à El Harrach.

### الاتحاد العام للعمال الجزائريين : تحقيق الديمقراطية الحقة للجهاز السياسي

في الشؤون العامة واثقا من الاستماع لرايه والاخذ به .

وفي رأينا ان تلك هي الطريقة الوحيدة لتفادي الحوادث التي من خطورتها انها تجعل الوضع بالبلاد في تازم بالغ .

ان حرمان العمال من التسيير الاقتصادي يضاعف من حيرة الطبقات غير المحظوظة . ولنلاحظ ان الحق النقابي يكاد يكون مديسا في كل مكان وان الحريات النقابية تخرق في غالب الاحيان .

والمنظمة النقابية تعتبر كمية مهملة ولا يعترف بدورها ومكانتها وامكانياتها الثورية الحقيقية بينما الواجب يفرض ان تستشار وان تشترك في كل عمل يهدف الى تشييد الاشتراكية .

بدون انتظار الاجتماع الذي دعا اليه السيد قائد احمد فان الامانة العامة للاتحاد العام للعمال الجزائريين نشرت بلاغا نددت فيه بالطريقة التي جرت فيها حوادث ١٤ ديسمبر الخطيرة والتي أريققت في اثنائها من جديد الدماء البريئة .

وترى الجامعة العامة للشغل بالجزائر ان اختلاف الرأي حول الوضع لا تمكن تسويته الا « بالمناقشات المستمرة والصادقة والوفية » .

ويضيف البلاغ قائلا : « وذلك يفرض ايجاد مؤسسات تعيد الحياة العادية والديموقراطية الحقة للجهاز السياسي القائم والذي يستطيع - اذا تمت تلك الظروف - ان يكون الاطار المناسب للمناقشة المقبولة فيتمكن كل مناضل من ابداء رايه

Tandis que l'agence de presse U.P.I. annonce la mise en liberté d'une trentaine des militants syndicaux arrêtés après les événements du 14 décembre à Oran, Sidi-bel-Abbès, Médéa, selon d'autres informations en provenance d'Algérie, il resterait en prison de nombreux autres militants syndicaux et progressistes. On cite le chiffre de 300 personnes pour la seule ville d'Oran, parmi lesquels les noms du secrétaire générale de l'Union Régionale U.G.T.A., Berkèche (membre de la Commission de l'Union Régionale U.G.T.A.), Benslimane (membre de la C.E. Nationale de l'U.G.T.A.), Berradji Nouredine (secrétaire de la fédération de la santé), Boualem Mohamed (secrétaire de la fédération des dockers), Benamar Mahroug (de la fédération des pétroles) et Azze-mou Slimane, tous ces militants sont secrétaires de l'Union Régionale U.G.T.A. d'Oran. D'autres noms sont également cités, notamment : Miloud Ould Massaoud, (secrétaire des syndicats des municipaux), Safer Abdelkader (du bureau de la fédération de l'Education), Ahmed Ben Mouloud (du bureau de l'U.R.-U.G.T.A. d'Oran et des syndicats de l'E.G.A.), Azze-mou Abdelkader (secrétaire des syndicats de l'E.G.A.), Buadelli (également des syndicats de l'E.G.A.).

Bouabdallah, (membre de la Commission Exécutive Nationale de l'U.G.T.A. et secrétaire de l'Union Régionale de Tlemcen) figurait également au nombre des arrestations ou enlèvements opérés.

Les informations qui parviennent d'Algérie sont imprécises, fragmentaires et contradictoires, la seule certitude que l'on peut avoir c'est que ces événements sont lourds de conséquences pour le peuple algérien. Cette appréciation est confirmée par les critiques formulées par les syndicats algériens dont l'hebdomadaire n'a pas été mis en vente (les agences de presse ont reproduit quelques extraits de l'éditorial désapprouvant les façons d'agir du colonel Boumédiène et de ses amis).

### REVOLUTION ET TRAVAIL :

#### Une évolution dangereuse.

« Pas plus que celles qui les ont précédées, les dernières mesures de réorganisation ne sauront, à notre avis, constituer un élément de solution aux problèmes que soulève la réalité... Une évolution dangereuse s'est produite, qui a vu le parti perdre sa prédominance au profit de l'administration. Celle-ci devenue toute puissante, a accaparé tous les leviers de commande et dirige le pays. Ce climat a été favorable à l'introduction des éléments de la réaction au sein des centres de décision... L'écart s'agrandit entre le niveau de vie des masses et celui des couches privilégiées. Les petits salaires, les ouvriers, les chômeurs, sont les seuls à supporter le poids grandissant des difficultés économiques et sociales. »

## BRÈVES NOUVELLES SYNDICALES

(Suite de la page 8)

● A Bordj el Kifane (ex-Fort de l'Eau) les 250 ouvriers de la Compagnie Générale de la Chaussure sont en grève contre les procédés révoltants des patrons qui, selon les syndicats, agissent en véritables colons.

Cette entreprise emploie environ 130 adolescents, âgés de 13 à 16 ans, payés 0,60 dinars de l'heure.

● Bien que la participation syndicale soit de 50 % à l'OPREBAT (organisme de prévention dans le Bâtiment et les Travaux Publics) les comités d'hygiène et de sécurité, exigés par les syndicats et les travailleurs, n'ont jamais été acceptés par le patronat.

● Selon l'organe des syndicats algériens, « malgré les promesses et l'optimisme béat dont font preuve certains, qui parlent volontiers de redressement économique, l'activité économique dans la zone d'Husseïn-Dey ne cesse de régresser ».

Depuis mai 1967, huit entreprises ont fermé leurs portes, mettant au chômage près de 600 ouvriers pères de famille. Les fermetures ne touchent pas seulement des usines privées, (radiateurs, matelas, bâtiment, métallurgie, manufacture de pipes, alimentation) mais aussi deux entreprises du Secteur Industriel Socialiste : l'Udiba qui employait 171 personnes et Sabri- nel (entreprise du bâtiment en auto-gestion).

## LE CONGRÈS DE L'UGTA AJOURNÉ

Début décembre, la Commission Exécutive Nationale de l'Union Générale des Travailleurs Algériens a annoncé la décision de la centrale syndicale de reporter son 3ème Congrès National.

Annonçant la tenue d'une conférence des cadres de l'UGTA en février 1968, Révolution & Travail commente l'ajournement du congrès en ces termes : « En effet, comme l'a souligné le frère Ouméziane dans son rapport présenté à la Commission Exécutive Nationale, la non-réunion des conditions fondamentales pour la tenue du congrès, en l'occurrence, le renouvellement de nos organismes et l'apurement des comptes, compromettraient sérieusement les chances d'atteindre l'objectif assigné à ces troisièmes Assises Nationales, à savoir : apporter une amélioration et un progrès au Mouvement Syndical pour lui faire jouer pleinement son rôle qui est, rappelons-le « La participation directe à la vie économique du pays ».

Révolution & Travail ajoute : « La tenue de la conférence des cadres du mois de février 1968 constituera un repère indispensable, le moyen de mesurer, avant le congrès, le chemin parcouru dans la réorganisation syndicale et dans la satisfaction des revendications des travailleurs.

« Aujourd'hui plus que jamais, la situation exige de tous les syndicalistes honnêtes qu'ils fassent front pour remédier aux faiblesses de notre organisation et juguler les appétits exorbitants de la réaction possédante et bureau cratique.

« Pour cela, il est nécessaire que tous les travailleurs pèsent de toutes leurs forces pour imposer les solutions conformes à leurs intérêts et à ceux de la Révolution Socialiste ».

من الجزائر

BRÈVES

NOUVELLES  
SYNDICALES

● A Alger, les travailleurs des Huileries et Savonneries d'Algérie, groupant les usines H.S.A., Métral et S.A. P.S., font grève depuis le 14 novembre pour la satisfaction de leurs revendications.

Ces entreprises (filiales du groupe français UNIPOL de Marseille), livrent 25 % de l'huile, 80 % du savon de ménage, 50 % des savonnets consommés en Algérie, sans compter l'exportation de plusieurs milliers de tonnes de tourteaux (aliments destinés au bétail).

● L'Union Locale UGTA de Tlemcen a adopté à l'unanimité, lors de son dernier Congrès, une résolution déclarant : « Constatant que la situation du travailleur algérien devient de plus en plus précaire; qu'à la détérioration de son niveau de vie s'ajoute l'insécurité de l'emploi dans tous les secteurs ».

La résolution déclare également : « Que des retards apportés dans le paiement des salaires et l'octroi des congés payés... sont dus généralement à la négligence de certains dirigeants », et déplore « notamment les menaces d'extension du pouvoir administratif sur le secteur autogéré, tendant à réduire à néant la compétence des comités de gestion ». La résolution insiste également sur « l'application de la réforme agraire au profit des travailleurs de la terre ».

● Selon Révolution et Travail, organe de l'UGTA, l'Union Locale d'Hussein-Dey est une des plus touchées par « l'évolution négative de la situation économique et sociale ».

Depuis le début de 1967, les travailleurs de la région ont mené une vingtaine de grèves, notamment chez Berliet, Neyrpic-Algérie, Citroën, Saint-Frères, Eternit. Ces mouvements revendicatifs, généralement terminés sur une victoire des travailleurs, sont la conséquence de l'arbitraire patronal et de la surexploitation des ouvriers, de la dégradation de leurs conditions de vie et de travail.

● L'intervention de l'UGTA a fait réintégrer 50 ouvriers licenciés après le lock-out des ateliers « Ben Aroun » (dépendant de la Société Nationale des Eaux Minérales). Les ouvriers avaient fait une grève de solidarité avec leurs camarades de l'usine « Hamoud Boualem ».

● Une grève revendicative d'un mois a eu lieu aux ateliers de l'Organisation Nationale des Aveugles. Les ouvriers ont obtenu une augmentation de 7 % de la prime annuelle et le paiement des jours de grève.

(Suite en page 7).

L'annonce par le colonel Boumédienne d'un soulèvement armé dans la nuit du 14 au 15 décembre et sa décision de prendre personnellement le commandement de l'A.N.P., les affrontements armés qui se sont déroulés à moins de 100 km d'Alger, ont marqué l'aggravation de la crise ouverte qui sévissait déjà dans les milieux dirigeants algériens.

DES VICTIMES  
PARMI LA POPULATION  
CIVILE ?

Selon différentes agences de presse (U.F.I., A.F.P., A.P.S.), les combats entre plusieurs bataillons blindés (chars et automitrailleuses), des éléments de l'A.N.P. armés de mortiers et la gendarmerie, l'intervention d'une escadrille de la chasse, dans le secteur d'El Affroun - Mouzaïville, auraient fait de nombreuses victimes parmi la population civile.

ضحايا في صفوف المدنيين ؟  
اعتمادا على روايات وكالات  
الانباء المختلفة : ( ابي - آفب -  
ابس ) فان المعارك الناشبة بين  
الفيالق المصفحة العديدة ( دبابتان  
وسيارات رشاشة ) وبين جنود  
الجيش الوطني الجزائري المسلحة  
بالمدافع والمعززين بالحرس  
الوطني والذين ساندتهم سرب من  
طائرات المطاردة في منطقة العفرون  
والموزاية قد أسفرت - على ما  
يظهر - عن عدة ضحايا في صفوف  
السكان المدنيين .

La rupture est donc devenue totale entre le colonel Zbiri et ses amis d'une part, et d'autre part le colonel Boumédienne et les ministres Medeghri, Bouteflika, Abdesslam et Kaid Ahmed.

Boumédienne et les quatre ministres qualifiés de « groupe d'Oujda », après avoir été les principaux instigateurs du « 19 juin », se sont retrouvés minoritaires au sein du conseil de la révolution de vingt-quatre membres qu'ils avaient mis en place et également au secrétariat exécutif du F.L.N. (qui vient d'être dissous par Boumédienne, Kaid Ahmed étant nommé unique responsable).

Deux ans après le 19 juin, les différends qui opposaient Boumédienne et le chef d'Etat-Major semblent avoir dépassé le cadre des rivalités de personnes.

Début novembre, lorsque la crise a éclaté publiquement, Zbiri a fait savoir qu'il avait demandé la réunion du conseil de la révolution, qui n'avait pas été convoqué depuis six mois au moins, pour décider de l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante; la définition des responsabilités à la direction de l'Etat et du F.L.N.; l'examen de l'orientation économique de l'Algérie. Zbiri et ses amis avaient également demandé le rétablissement

de la direction collégiale et que les ministres Kaid Ahmed, Bouteflika et Abdesslam, soient écartés du gouvernement. La question de la libération de l'ancien président Ben Bella et des autres détenus devait figurer également à l'ordre du jour.

En confiant la direction du F.L.N. à Kaid Ahmed, l'un des hommes les plus contestés, Boumédienne a choisi l'épreuve de force.

● La mort du  
commandant  
SAID ABID.

Selon un communiqué d'Alger, le commandant Saïd Abid, chef de la première région militaire, a « mis fin à ses jours en utilisant son arme personnelle », pour n'avoir pu, selon la même information, « supporter la révolte des chefs d'unités placés sous ses ordres ».

استشهاد القائد سعيد عبيد  
يذكر بلاغ من الجزائر ان  
الضابط الكبير سعيد عبيد قائد  
حامية المنطقة العسكرية الاولى  
« قد انتحر مستعملا سلاحه  
الشخصي » . ويعزو النبأ سبب  
انتحاره لعجزه عن تحمل ثورة  
قادة الوحدات الموضوعه تحت  
امرته .

D'après les autorités algériennes, le commandant Abid aurait lui-même averti le colonel Boumédienne, le jeudi 14 décembre, à 19 h 30, qu'une unité de chars commandée par Houasnia Layachi, s'était mutinée et faisait route vers Alger.

Abid se serait rendu deux fois à Alger au cours de la nuit, pour rencontrer Boumédienne. Selon l'officiel El Moudjahid pour le tenir au courant de la situation et tenter de stopper la « rébellion », selon d'autres informations, pour lui demander d'apporter des changements à sa politique.

Le vendredi 15, à 2 heures, plusieurs avions volant à basse altitude attaquent des unités de chars dans le secteur d'El Affroun - Mouzaïville.

A cinq heures, un communiqué annonce le « suicide » du commandant Abid à son P.C. de Blida. Ses obsèques ont eu lieu dans le Constantinois à Sedrata, sa ville natale.

Les conditions de la mort de Saïd suscitent d'assez vifs commentaires à l'étranger.

Pour certains algériens, Abid était en conflit avec Boumédienne et son attitude, si les blindés avaient tenté de faire mouvement vers Alger s'expliquerait difficilement. Selon de nombreux algériens qui ont connu l'ancien officier de l'A.L.N. (il fut adjoint de Tahar Zbiri à la Willaya I), devenu le commandant de la première région militaire, Abid n'était pas

homme à se suicider pour esquiver une situation difficile.

Les observateurs estiment généralement que les derniers événements vont influencer sur l'évolution du régime algérien. Après la mort de Abid, la disparition de Zbiri et d'un certain nombre d'officiers qui l'ont suivi dans son opposition, la dissolution de l'Etat-Major, des changements importants vont intervenir sur le plan militaire. De même qu'une réorganisation du gouvernement est une chose attendue; Kaid Ahmed était ministre des finances et au moins deux autres ministres sont démissionnaires, Ali Yahia (agriculture) et Abdelazziz Zerdani (travail).

D'après l'agence France Presse, les deux ministres auraient quitté Alger, ainsi qu'un certain nombre de responsables, dont Katib Yousef (colonel Si Hassan) qui était membre du conseil de la révolution

Tandis que Boumédienne a convoqué les cadres de l'A.N.P., pour établir qu'elle a été leur attitude pendant le soulèvement, déclare le correspondant de l'Associated Press, le nouveau coordinateur du F.L.N., Kaid Ahmed, a convoqué une réunion extraordinaire de la Commission Exécutive de l'U.G.T.A.

LES ALGERIENS  
NE PEUVENT QUITTER  
L'ALGERIE  
SANS AUTORISATION.

Aucun ressortissant algérien ne peut quitter le territoire national, sans un ordre de mission, a annoncé le 16 décembre un porte-parole de la police des frontières et de l'aéroport d'Alger-Maison Blanche (A.F.P. - U.P.I.).

لا يستطيع الجزائريون مغادرة  
الجزائر بدون رخصة  
لا يستطيع اي جزائري ان  
يفادر التراب القومي بدون امر  
بأمرورية . هذا ما أعلنه ناطق  
باسم شرطة الحدود بمطار الدار  
البيضاء في ١٦ ديسمبر ( نقلا عن  
وكالتي آفب - ابي ) .

(Suite en page 7).

LA TRIBUNE

DU

منبر الخدام الجزائري

TRAVAILLEUR ALGERIEN

213, Rue Lafayette - PARIS (10<sup>e</sup>)  
BOTzaris 86.50



Travail exécuté  
par des ouvriers  
syndiqués

Imprimerie Lensoise - Lens

Directeur de la publication :  
Serge CAPPE

Commission paritaire N° 44.353